

ANNEXE 23

PENALITES

I. Principes généraux

Les modalités d'application des pénalités sont définies à l'article 46 de la convention de délégation de service public.

Les pénalités, dont le montant est exprimé en euros 2023, seront forfaitaires pendant toute la durée du contrat. Le montant initial des pénalités est de 500 €.

Ces pénalités sont payées par le Concessionnaire dans un délai de trente jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant.

II. Pénalités pour non-conformité aux prescriptions du contrat

Manquement/Non-respect des obligations contractuelles	Référence du Contrat
Non-respect des obligations résultant de l'offre de transport	
Inexécution de tout ou partie du service	Annexe 1
Exécution non conforme du service	Annexe 1
Refus de prise en charge de voyageur	
Défaut d'information de la personne publique sur tout dysfonctionnement du service dans le délai de 24h – sauf en cas d'accident ou d'incident	
Manquement au devoir de conseil	
Proposition tardive de toute modification de l'offre de transport de référence	
Information tardive de l'AO sur toute modification législative ou réglementaire en lien avec l'exécution	
Non-respect des dispositions relatives aux sous-contrats (Article 13)	
Défaut de contrôle du Concessionnaire des services externalisés	
Non transmission des contrats de la copie des contrats de sous-traitance ou sous-concession dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du contrat et/ou renouvellement	
Absence de compte rendu détaillé sur les sous-contrats dans le rapport annuel	
Non-transmission des informations relatives aux contrats conclus avec des tiers	
Non transmission du compte rendu annuel et la copie des factures	
Pas accord préalable demandé par le Concessionnaire à l'AO	
Non-respect du programme d'étude et d'actions commerciales (article 14)	

Non-respect du programme d'étude à la charge du Concessionnaire	
Non-respect du programme d'actions commerciales, marketing et d'information des voyageurs	
Non-respect de la mise en œuvre intégrale du programme d'actions prévues au contrat	
Non-respect des obligations en termes d'entretien-maintenance	
Manquement aux opérations d'entretien et de maintenance	Article 28
Non-respect des dispositions du Plan de formation	
Non-respect du plan de formation	
Non-production des documents prévus dans le présent contrat	
Non production des documents prévus au contrat	
Non-respect du droit de contrôle exercé par l'AO	
Non-respect du droit d'accès aux installations et informations relatives au service public détenues par le Concessionnaire aux bns mis à disposition, aux informations sur les opérations d'entretien et maintenance réalisées sur les biens mis à disposition	
Non-respect des opérations de fin de contrat	